

Gaza, les chiffres-clés 2018

30 juillet 2018



4 ans après le début de l'attaque israélienne sur la bande de Gaza, retrouvez les derniers chiffres-clés sur Gaza, en pleine crise humanitaire et répression israélienne.

La bande de Gaza est un territoire de **45 km** de long et de **8 km** de large. Elle subit un blocus maritime, aérien et terrestre par Israël et l'Égypte depuis **11 ans**.

Elle compte **2 millions** de personnes dont **1,33 million** de réfugiés (70%). Elle est l'un des territoires les plus denses au monde avec plus de **5 203 habitants / km²** (près de **40 000 hab/km²** dans les camps de réfugiés). **71%** de la population a moins de 30 ans.

L'attaque israélienne de juillet-août 2014

Depuis 2008, l'opération dite « Bordure protectrice » est la quatrième attaque de l'armée israélienne sur la bande de Gaza. Elle a duré 51 jours (du 8 juillet au 26 août 2014) et est à ce jour la plus destructrice pour les Gazaouis.

2 251 Palestiniens ont été tués, dont près de 65% de civils parmi lesquels 551 enfants. Du côté israélien, 71 personnes ont été tuées, dont 5 civils parmi lesquels 1 enfant.

11 231 Palestiniens ont été blessés, 69 Israéliens selon l'ONG AIDA et 1 620 selon le Ministère israélien des Affaires étrangères.

485 000 personnes ont été déplacées au cours du conflit (soit 28% de la population gazaouie), 100 000 à la fin du conflit. Aujourd'hui, 29 000 Gazaouis sont toujours déplacés.

171 000 habitations ont été endommagées. En 2017, Les restrictions de circulation ont empêché la reconstruction de 17 800 logements détruits partiellement ou entièrement en 2014. Aujourd'hui, 59 000 unités de logement n'ont toujours pas été reconstruites.

En 2017, 10 roquettes ont été tirées de la bande de Gaza, contre 15 en 2016 et 25 en 2015.

2018 : la Grande Marche du Retour

Ce mouvement de protestation pacifique pour la levée du blocus et le droit au retour a débuté le 30 mars 2018 et a été réprimé par les armes israéliennes de manière disproportionnée. A la mi-juillet 2018, l'ONU compte 152 Palestiniens tués par la répression israélienne (dont 127 hommes, 1 femme, 23 garçons et 1 fille), 16 499 blessés (dont 4 190 par balles réelles, 7 421 par inhalation de gaz). Elle compte 8 blessés israéliens.

Les conséquences humanitaires de cette répression impliquent un besoin de financement d'urgence des institutions médicales de 19,2 millions de dollars.

7 000 interventions chirurgicales ont dû être reportées à cause du manque de ressources et notamment le manque de fioul interdit par Israël depuis le 16 juillet 2018, et d'électricité. 2 000 patients sont en danger de mort à cause de cette situation.

Pour en savoir plus sur la Marche du Retour, [cliquez ici](#).

Economie / Société

L'économie de Gaza est alimentée pour 1/3 par la défense et l'administration publique. Le PIB/habitant est de 1,038\$.

Les pertes dues à l'attaque israélienne de 2014 ont été évaluées à 418 millions de dollars, ainsi que 451 millions de dollars de pertes indirectes. Les pertes dues au blocus imposé par Israël sont estimées à 16 millions de dollars.

L'offensive israélienne a grandement fragilisé l'agriculture – l'une des activités économiques principales de la bande avec la pêche –, 30% des terres ont été endommagées.

Le secteur privé a lui aussi été touché : 128 entreprises et ateliers ont été détruits ; tout comme la santé et l'éducation : 17 établissements de santé ont été détruits et 252 écoles endommagées.

En 2017, près de **1 000 acres** de terres agricoles (soit plus de 404 hectares) ont été endommagées à cause de l'utilisation de pesticides nocifs par Israël et le manque d'électricité restreignant l'irrigation.

L'économie peine à redémarrer par manque d'infrastructures de base et à cause du blocus. Depuis le début du blocus **80%** des usines de Gaza ont fermé.

Seulement 3% de l'eau disponible à Gaza est potable. Les dommages causés à l'aquifère de Gaza seront irréversible d'ici 2020.

20 000 mètres de canalisations ont été endommagés en 2014. L'eau est acheminée jusqu'aux ménages gazaouis pour une durée de **quelques heures tous les 4 à 5 jours**.

23% des Gazaouis ne sont pas connectés au réseau d'égouts, ce qui fait qu'une grande partie des eaux usées est déversée dans la mer méditerranée. Depuis juin 2017 et la crise de l'électricité, cela a empiré avec l'équivalent de **43 piscines olympiques** d'eaux usées déversées dans la mer par jour.

Entre juin 2017 et janvier 2018, l'Autorité palestinienne a décidé de ne plus payer une partie de la facture d'électricité qu'elle doit à Israël pour l'approvisionnement de Gaza, les Palestiniens de Gaza ne recevaient que **2h à 3h** d'électricité tous les 27 à 28 heures, souvent au milieu de la nuit. Dès lors, l'approvisionnement est remonté à entre **4 à 12h** d'électricité par jour.

La crise humanitaire à Gaza empire : près de **70%** de la population reçoit de l'aide internationale et plus de **46,7%** des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire.

Le taux de pauvreté est de **53%** environ et le chômage a atteint **49%** (**65%** chez les jeunes et **85%** chez les femmes) contre **38,4%** en 2015 et **18,7%** en 2000. Le salaire moyen à Gaza est de **731 shekels par mois** soit près de **171€**.

Le nombre de Gazaouis souffrant de troubles psychologiques a augmenté de **21%** en 2017, par rapport à 2016 et le nombre de personnes consultant un psychiatre a augmenté de **69%**. Le taux de mariage a baissé de **10,8%**.

Un **rapport de l'ONU** de 2015 annonçait que Gaza serait totalement inhabitable d'ici 2020 si aucune avancée significative n'était observée. En 2017, Robert Piper, Coordinateur de l'ONU pour l'aide humanitaire et le développement **estime que l'on a déjà atteint ce seuil**.

Pour aller plus loin : consultez les [chiffres-clés sur l'économie](#).

Accès

Voir notre infographie « [Gaza, une prison à ciel ouvert](#) »

Suite au cessez-le-feu du 26 août 2014, les restrictions maritimes ont été portées à **6 milles nautiques** en partie nord, soit 9,6 km. Ponctuellement et sur des courtes périodes, la zone de pêche est étendue à **9 miles** ou restreinte à 3 miles. Le 16 juillet 2018, la zone de pêche autorisée a été réduite de **6 à 3 miles** par les autorités israéliennes.

85% des eaux poissonneuses sont ainsi exclues des pêcheurs gazaouis ce qui impacte 50 000 Palestiniens qui subsistent grâce à la pêche. Les restrictions à l'accès maritime entraînent une perte estimée à **26 millions de dollars par an** pour l'économie palestinienne.

Sur terre, la zone d'accès interdit s'étend sur **1500 mètres** tout le long de la limite entre Gaza et Israël, accaparant **24%** du territoire de Gaza.

Pendant l'offensive israélienne, les restrictions allaient jusqu'à 3 km de la clôture séparant Gaza d'Israël (soit 43% du territoire), mais étaient de 100 mètres en 2015 (couvrant 35% des terres agricoles de Gaza).

31% des Gazaouis ont de la famille en Israël, en Cisjordanie ou à Jérusalem-Est qu'ils ne peuvent voir.

Chaque mois, plus de 2 000 Gazaouis malades ou blessés sollicitent une autorisation pour quitter l'enclave. Mais l'an dernier, seules 54% des demandes ont été approuvées et 54 patients sont décédés avant d'avoir pu sortir, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Ce qui rentre et sort

Il existe deux points de passage avec Israël :

1. Le point de passage de Kerem Shalom réservé au transit de marchandises. Depuis 2007, Israël interdit l'exportation de marchandises depuis la bande de Gaza (exceptés les produits agricoles). Depuis novembre 2014 et la mise en place du Mécanisme de reconstruction de Gaza, les matériaux de construction peuvent entrer dans Gaza (sauf les matériaux « à double usage », très nombreux), mais ce seul point de passage ne suffit pas à faire transiter tous les matériaux nécessaires.

218 camions par mois sont sortis par ce passage en 2017, la plupart des transportant des produits destinés à être vendus sur le marché israélien et Cisjordanien (contre 178 en 2016 et 1 064 en 2007 avant le blocus). En 2017, 9 876 camions de marchandises en moyenne entraient à Gaza tous les mois, contre 10 038 camions en 2016 et 7 890 en 2015.

2. Le point de passage d'Erez pour le transit des personnes. Israël autorise la sortie de personnes uniquement dans des « cas humanitaires exceptionnels » et pour certains commerçants. En 2017, une moyenne de 6 900 Palestiniens sortait de Gaza chaque mois par Erez contre 15 027 en 2015.

Le passage de Rafah à la frontière égyptienne permettait la circulation de biens et de personnes, mais il demeure fermé depuis octobre 2014. Il ouvre de façon irrégulière ; en 2017 il a été fermé 329 jours. 2 390 personnes ont traversé le passage de Rafah (dans une direction ou l'autre) en 2017 contre 3 521 en 2016.

Depuis le cessez-le-feu du 26 août 2014, le Mécanisme de Reconstruction de Gaza a permis l'importation de 2.3 millions de tonnes de matériaux de construction, mais près de 5000 objets tels que des équipements électriques, pompes à eau, ascenseurs, bois, acier, câbles etc. étant sur la liste établie par Israël des « objets à double-usage » ne peuvent toujours pas entrer à Gaza du fait du refus des autorités israéliennes.

Depuis mars 2015, Gaza réexporte des produits agricoles en Israël ; une première depuis 2007.

Sources :

*Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
Conseil Economique et Social, Assemblée générale des Nations unies*

Gisha – Legal Center for Freedom of Movement

Human Rights Watch

Middle East Monitor

Nickolay E. Mladenov, Special Coordinator for the Middle East Peace Process

OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)

OHCHR (Office of the High Commissioner for Human Rights)

Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS)

UNCT oPt (United Nations Country Team in the occupied Palestinian territory)

OXFAM

• **Emplacement** : Vous êtes ici : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Palestine - les chiffres-clés](#) >

• **Adresse de cet article** : <https://plateforme-palestine.org/Gaza-les-chiffres-cles-2018>